

LA CRISE DU SYNDICALISME AMÉRICAIN... APRÈS LA GRÈVE DES ACIÈRIES...

1- LES PATRONS NE VEULENT PLUS DE STATU QUO:

Cette étude nous est parvenue avant qu'on ait eu connaissance des accords intervenus depuis. Le manque de place ne nous a pas permis d'en commencer la publication dans notre dernier numéro. Malgré quelques «péchés» contre l'actualité, nous tenons cependant à la présenter à nos lecteurs, car la plupart des informations qu'elle contient n'ont rien perdu de leur intérêt, notamment en ce qui concerne l'évolution actuelle du mouvement ouvrier américain et l'utilisation du Marché Commun par les capitalistes U.S. (1).

NEW-YORK, ... Janvier 60. Après de nombreux débats pendant lesquels les trusts de la sidérurgie et l'USWA (2) n'arrivèrent pas à se mettre d'accord sur un nouveau contrat collectif, la grève de 500.000 métallos fut décidée pour le 15 juillet 1959, abaissant de 85% la production de l'acier. Après 116 jours - la plus longue immobilisation dans l'histoire de cette industrie, - les travailleurs durent rejoindre leurs postes sous le coup d'une injonction des tribunaux, car le président Eisenhower avait demandé l'application de la loi Taft-Hartley. Si aucun compromis n'intervient au cours des 80 jours suivants les travailleurs ont légalement le droit de recommencer la grève et le président peut alors demander l'intervention du Congrès. Au moment où ces lignes sont écrites l'injonction est encore en vigueur.

Une attaque bien menée:

Sur l'issue de cette grève se joue principalement le droit pour les employeurs de modifier à leur guise les règles du travail. «*Les patrons prétendent qu'ils veulent économiser des millions en doublant ou triplant le rendement de certaines opérations fondamentales par une réduction de la main-d'œuvre*» (Wall Street Journal). Là où de nouvelles machines ne sont pas installées ils veulent avoir les mains libres pour modifier à leur gré l'importance des équipes et la répartition des tâches. Et bien que les compagnies aient reconnu que les termes de l'ancien contrat ne gênaient pas trop leur droit d'automatiser ou de décider combien d'hommes étaient nécessaires à l'utilisation de nouveaux équipements, de nouveaux procédés et de nouveaux matériaux, elles cherchent à s'assurer les pleins pouvoirs dans ce domaine et veulent éviter soit une ingérence des syndicats, soit d'avoir à demander leur consentement aux ouvriers.

Environ 100.000 postes sont en jeu et si les règles du travail sont modifiées selon leurs desseins, un travailleur de l'acier sur cinq sera congédié. Ceux qui survivront à cette purge devront travailler plus dur et leurs revendications seront ignorées. S'ils osent se révolter ils perdront un jour de congé payé pour chaque jour de grève illégale. S'ils persistent ils seront licenciés et leur union locale sera tenue pour responsable de leur conduite.

Il est indéniable que cette grève à l'échelle d'une industrie fut provoquée par le trust de l'acier après consultation des leaders du patronat américain. Selon une étude publiée récemment les présidents de 175 firmes de première importance le soutiennent entièrement. Robert J. Cordinier, président de la «General Electric» a déclaré: «*Une grève totale dans la sidérurgie est inévitable parce que les industriels*

(1) Cette étude est aussi publiée par la revue *Views and Comments*, éditée par nos camarades new yorkais.

(2) *United Steel Workers of America*: Syndicat des ouvriers de la métallurgie.

refusent de capituler devant les augmentations de salaires demandées par les travailleurs. Avant la grève les compagnies sidérurgiques s'étaient entendues pour soutenir celles d'entre-elles qui pourraient être gênées dans leurs finances ou dans n'importe quel autre domaine. A.H. Raskin, expert du New-York Times, révéla le 31 octobre au cours d'un reportage fait à Pittsburg: «Les gros patrons qui manquent d'acier à cause de la grève sont prêts à consentir une diminution temporaire de leurs profits car ils pensent que l'issue de ce conflit leur permettra de mater les syndicats. Dans les chemins de fer, l'industrie de l'automobile, les usines d'appareillage électrique et autres, le patronat cherche à consolider ses positions dans les discussions de conventions collectives avec l'espoir de diminuer en même temps la masse des salaires et l'importance de la main-d'œuvre utilisée. En ce sens la bataille de l'acier est celle de tout le patronat».

Au cours des grèves précédentes les compagnies de construction d'automobiles avaient fait pression sur les industriels de l'acier et sur le président des Etats-Unis pour qu'un accord soit conclu rapidement. Cette fois elles s'étaient préparées à la grève en stockant assez d'acier pour fabriquer 940.000 voitures, puis elles ne se plaignirent pas quand par la suite le manque de matériau les obligea à fermer leurs usines.

Le contrôle de l'automation:

L'offensive du patronat qui a pour but de «casser» les syndicats dans la sidérurgie, les chemins de fer, sur les quais de l'Atlantique et du Golfe du Mexique, dans l'industrie de la viande, a bénéficié de la plus large publicité. Bien qu'on en parlât moins, les mêmes faits se sont produits par tout le pays, sur un front encore plus large, dans les petites et moyennes entreprises: Le Comité Nord-Californien de l'Association Générale des Entrepreneurs Américains avertit ses adhérents en ces termes: «Les industriels de l'acier nous ont montré la voie. C'est maintenant à nous de poursuivre le combat pour les droits des employeurs». Le directeur régional du Bureau Fédéral de Conciliation et de Médiation de San Francisco rapporte que «pour la première fois le patronat insiste pour obtenir un compromis sur les règles du travail».

Les exigences des employeurs sont partout les mêmes. Les griefs d'un représentant du Syndicat des Travailleurs des Métaux non-ferreux contre l'«Anaconda Copper Company» résument les sentiments des autres unions: «En retour de pauvres concessions économiques l'«Anaconda» avance une série de propositions qui affaibliraient la sécurité de l'emploi et priveraient les travailleurs d'avantages précédemment conquis. La compagnie veut se donner le pouvoir intolérable de supprimer des postes, refuser au syndicat le droit de discuter les taux de salaire des postes nouvellement créés, limiter son intervention dans les commissions paritaires et le rendre responsable de la productivité et de la discipline».

Le capitalisme américain a déclaré la guerre au mouvement ouvrier. La grève de l'acier marque le début d'une nouvelle ère de lutte de classe. Maintenant les conflits seront causés par les profonds problèmes sociaux que crée cette seconde révolution industrielle: l'automation. Qui décidera de ce qui sera automatisé et dans quels délais? Qui décidera de jeter aux ordures tels ouvriers et des mesures (s'il y en a) à prendre à leur égard? Les patrons continueront-ils à se partager la crème et les travailleurs le petit lait? Chacun des trois blocs de la société nord-américaine - les industriels, l'Etat et le mouvement ouvrier - vont essayer de s'en tirer à leur avantage. Celui qui sera le plus capable de faire pression sur les autres a des chances de l'emporter.

Un bluff: la crainte de l'inflation:

En temps de guerre une attaque déclenchée au moment opportun peut être décisive.

Pourquoi les trusts de l'acier ont-ils choisi ce moment particulier pour lancer leur assaut? Pourquoi les trusts de l'acier refusent-ils de discuter de modestes revendications qu'en d'autres temps ils auraient admises?

Ils estiment que le fruit est mûr grâce à la nouvelle conjoncture économique, à la bureaucratie des syndicats très accommodante et aux faveurs de l'administration de Washington. Ils ont donc abandonné un mode d'action accepté depuis 1946, caractérisé par la concession d'augmentations périodiques des

salaires qui étaient supportées par le consommateur sous la forme d'augmentations des prix supérieures à l'accroissement du coût de la main-d'œuvre.

Selon le Sous-Comité Kefauver du Comité Judiciaire du Sénat: «*De notre examen de l'accroissement des prix en 1957 il résulte que cet accroissement était substantiellement supérieur à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre dû aux augmentations des salaires et des avantages marginaux prévus au cours de la deuxième année du contrat de trois ans passé entre les compagnies et l'U.S.W.A... La ferraille est un élément important dans la fabrication de l'acier or, d'après les chiffres provenant des compagnies elles-mêmes, nous estimons que les économies qu'elles font grâce à la diminution du prix de la ferraille sont plus importantes que l'accroissement des salaires. Le coût de la main-d'œuvre est passé de 2,50\$ à 3\$ par tonne d'acier fini; l'accroissement de 6\$ par tonne laissait une marge de 3\$. Les compagnies augmentèrent ainsi leurs bénéfices des deux côtés à la fois: augmentation de prix supérieure à l'accroissement du coût de la main-d'œuvre et abaissement des prix de la ferraille. Chaque année a vu un accroissement du bénéfice net, après paiement des impôts, sur chaque tonne d'acier expédiée. En 1952 les bénéfices nets étaient de 6,80\$ par tonne; en 1957 ils étaient de 17,91\$...».*

Il est donc clair que les gains acquis par les grèves de 46, 49, 52 et 55 servaient de prétextes aux patrons pour augmenter les prix. De plus les grèves ont eu lieu chaque fois pendant la morte-saison et nous savons qu'à l'heure actuelle les aciéries peuvent produire autant pendant neuf mois que durant les douze de l'année passée.

Au cours des négociations de 1959 on avait plusieurs raisons d'espérer que tout se passerait comme avant. Les revendications portaient sur 250 points en rapport avec l'automation, l'augmentation des congés payés, la diminution des heures de travail, etc... Après qu'il les eut proclamées bien haut toutes ces revendications furent abandonnées par le syndicat qui se replia par routine sur une revendication globale de 25 cents par heure. A sa grande surprise les patrons refusèrent d'aller plus loin. Ils prétendirent qu'ils ne pouvaient plus longtemps accorder des augmentations de salaires qui conduisaient obligatoirement à des augmentations de prix. Un léger accroissement des salaires serait accordé seulement si la compagnie pouvait réduire le nombre des ouvriers et augmenter la productivité de chacun.

Les compagnies trouvaient qu'il était venu le moment de l'assaut. Elles profitaient d'un avantage supplémentaire car plus de la moitié de leurs pertes dues à la grève peuvent être déduites des sommes imposables. Par ce moyen la «Bethlehem Steel» économisa 42 millions de dollars d'impôts et l'«US Steel» 59 millions. Et pendant la grève elles ne payaient évidemment pas l'assurance chômage complémentaire (3).

Ruée sur l'Europe:

Les industriels se sont rendu compte que la concurrence des pays d'Europe Occidentale et du Japon et l'offensive économique internationale de l'U.R.S.S. ont rétréci le marché mondial. Les concurrents étrangers peuvent vendre leur acier à des prix plus bas parce que leurs ouvriers touchent des salaires plus faibles. Or les compagnies prétendent que des prix plus bas ne peuvent être obtenus que de deux manières: l'automation ou l'augmentation des cadences. Mais les ouvriers savent qu'il existe une troisième manière qu'elles oublient de mentionner, celle qui consiste à diminuer les prix en réduisant leurs propres profits. Elles veulent que les prix demeurent compétitifs tout en continuant à faire autant ou plus de bénéfices que lorsqu'elles avaient le marché pour elles seules. Puisque les diminutions de prix ne doivent pas avoir d'influence sur les bénéfices, le coût de la concurrence sera payé une fois de plus par la sueur et le sang des travailleurs et par l'introduction de «gadgets» (4) automatiques qui en fin de compte diminueront de plus de moitié les places offertes dans l'industrie de l'acier comme cela est déjà arrivé dans les mines et ailleurs. C'est là la conséquence fatale contenue dans cette phrase innocente: «*modification des règles du travail*».

(3) S.U.B.: *Supplementary Unemployment Benefit*. Dans la sidérurgie, les compagnies versent 5 cents (25 nouveaux centimes) par heure et par ouvrier, à une caisse gérée par le syndicat, qui garantit aux chômeurs 65% de leur salaire pendant six mois, compte tenu de l'allocation fournie par l'Etat.

(4) Trucs, machins.

L'industrie américaine est actuellement engagée dans la colonisation économique du monde. Au lieu d'exporter des produits finis vers l'Europe ou les autres continents le capitalisme US préfère fabriquer l'acier, les automobiles, les machines agricoles, les produits chimiques, etc... en Europe, en Amérique Latine, en Asie et en Afrique. Les capitalistes nord-américains possèdent ou contrôlent indirectement de gigantesques combinats à travers le monde. Un article de Richard M. Gardner dans «*The Reporter*» du 10 décembre 59 précise: «*Nous avons non seulement favorisé la concurrence par notre immense programme de reconstruction, mais aussi par l'établissement outre-mer de succursales des compagnies américaines*». Une étude des chiffres révélés par Gardner montre que les usines américaines installées à l'étranger ont exporté vers les autres pays et vendu sur le marché européen, en 1958, pour une valeur de 14 milliards de dollars de marchandises.

On peut lire en manchette du «*Wall Street Journal*» du 3 décembre 1959: «*Les usines yankees en Europe se multiplient pour conquérir un vaste marché sans craindre les tarifs douaniers*». Le rédacteur poursuit: «*Le courant qui porte les compagnies américaines vers le tout jeune marché commun européen est en train de devenir un torrent... Les Yankees déjà en place attirent de nouveaux venus, les profits obtenus sont beaucoup plus importants et la prospection des débouchés beaucoup plus prometteuse qu'ici*». Le *Wall Street Journal* du 6 novembre cite une autre cause de cette ruée: «*...Les capitaux yankees partent vers des rivages lointains, attirés par l'effrayante capacité qu'ont les ouvriers d'autres nations industrielles de vivre assez confortablement avec des salaires qui, comparés au niveau de vie US, semblent misérablement bas*».

(A suivre).

Sam WIENER.

Traduit par Marc PREVOTEL.